

défend qu'à ce que l'on attaque. Les opinions sont des logements à loyer, dont on déménage dès qu'on en trouve un meilleur. Aussi les luttes ont-elles plus d'apparence que de réalité : on se combat comme au théâtre, en ayant soin de ne pas se blesser, et seulement pour occuper la galerie. Nul ne porte de coups dangereux, de peur d'en recevoir ; les adversaires d'aujourd'hui seront nos alliés de demain ; la cocarde que nous sifflons, celle que nous porterons à notre chapeau : cette prévision tient lieu d'indulgence, et si chacun tire d'un côté différent, c'est avec la modération d'un coursier de fiacre payé à l'heure. Croyez-vous que nous soyons au temps où l'on demandait aux peuples de payer leurs députés ? Nous avons compris ce qu'une pareille prétention avait de décourageant pour le zèle électoral, et nous l'avons retournée. Aujourd'hui c'est le député qui paye l'électeur. Chaque nomination est mise à la criée publique ; les candidats présentent leurs soumissions, et la place est cédée au dernier enchérisseur. De cette manière, plus de pièges, plus d'intrigues : chacun débat ses conditions et sait ce qu'il a. Aussi faut-il voir l'empressement des électeurs ! quelques-uns se font porter mourans jusqu'à aux urnes du scrutin pour déposer leurs votes et en recevoir le prix. Grand exemple de l'énergie politique qu'entretiennent des institutions fondées sur le seul principe vraiment social, *le dévouement à soi-même*. Quant aux partis, le plus nombreux est celui des *équilibristes*, composé des gens qui savent se maintenir sous tous les ministères, et dont l'opinion se résout en un bordereau d'appointements. On les appelle aussi conservateurs, vu l'ardeur qu'ils mettent à conserver leurs places, leurs fournitures et leurs pensions. Ils ont pour adversaires les aspirans, comprenant tous ceux qui ont été ministres ou qui comptent le devenir. Après eux viennent une douzaine de factions tantôt unies, tantôt séparées, espèces d'appoints parlementaires qui servent à déposer les majorités, et grâce aux quelles la chambre contredit aujourd'hui ses décisions d'hier." — "Comme on ne renvoie un ministère que parce que ses principes ne plaisent pas à la majorité, son successeur, pour être le bienvenu, doit adopter d'autres principes. Au milieu de cette éternelle variation de principes et de méthodes, que devient le gouvernement, si-